Document généré le 15 juil. 2025 17:57

Bulletin d'histoire politique

La Deuxième Guerre mondiale dans les manuels d'histoire du Québec 1954-1995

Nos cerveaux seraient-ils désarmés?

Béatrice Richard

Volume 6, numéro 1, automne 1997

L'histoire sous influence

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1063286ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1063286ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Richard, B. (1997). La Deuxième Guerre mondiale dans les manuels d'histoire du Québec 1954-1995 : nos cerveaux seraient-ils désarmés? *Bulletin d'histoire politique*, *6*(1), 9–27. https://doi.org/10.7202/1063286ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

La Deuxième Guerre mondiale dans les manuels d'histoire du Québec 1954-1995 :

Nos cerveaux seraient-ils désarmés?

•••

Béatrice Richard
candidate au doctorat, UQAM

Quel récit de la Deuxième guerre mondiale et de la participation militaire des Canadiens français au conflit, les manuels d'histoire nationale québécois ont-ils proposé depuis 40 ans? À l'instar de tous les manuels d'histoire nationale du monde, ceux que nous utilisons au Québec expriment les penchants de notre imaginaire, de notre identité collective(1). En ce sens, leur traitement de la Deuxième guerre mondiale, période de bouleversements moraux, sociaux, économiques et internationaux, nous instruit sur notre attitude face aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires. À l'heure de la mondialisation de l'économie et de la «planétarisation» des problèmes sociaux et politiques, de la prolifération des nouvelles formes de conflits armés partout dans le monde, cette problématique mérite d'être visitée car elle introduit une interrogation fondamentale: l'histoire que la communauté québécoise se raconte d'elle-même, est-elle de nature à nous armer intellectuellement pour affronter ces nouveaux enjeux? Pour tenter d'y répondre, j'ai consulté tous les chapitres consacrés à la Deuxième guerre mondiale dans les manuels québécois d'histoire nationale (francophones) utilisés au secondaire depuis 1954, date à laquelle plusieurs de ces ouvrages commencent à traiter de cette période.

Pourquoi la Deuxième guerre mondiale? 1) C'est une période que je prétends connaître assez pour critiquer ce qui s'écrit sur elle. 2) À l'échelle planétaire, c'est le dernier grand conflit armé du XXe siècle. C'est aussi celui qui aura le plus mobilisé les Canadiens sur les fronts intérieurs *et* extérieurs.

Pourquoi les manuels d'histoire? Il y a trois justifications à ce choix:

1) Dans un contexte d'éducation de masse, ce sont les seuls vecteurs de mémoire dont on peut présumer qu'ils ont rejoint le plus grand nombre. Pour certains individus en outre, le manuel représentera l'unique référence à l'histoire nationale en général, à l'histoire de la Deuxième guerre mondiale en particulier. Comme le fait remarquer l'historien Marc Ferro, l'assimilation de ce récit historique dès le plus jeune âge est déterminante dans la formation de l'identité:

> [...] ne nous trompons pas, l'image que nous avons des autres peuples, ou de nous-mêmes, est associée à l'histoire qu'on nous a raconté quand nous étions enfant. Elle nous marque pour l'existence entière. Sur cette représentation qui est pour chacun une découverte du monde, du passé des sociétés, se greffent ensuite des opinions, des idées fugitives ou durables, comme un amour... alors que demeurent, indélébiles, les traces de nos premières curiosités, de nos premières émotions(2).

2) Ces manuels constituent un corpus homogène dans la mesure où ils représentent la «parole» officielle de leur époque. Pour être légitimé, chaque manuel doit respecter les critères des programmes d'enseignement de l'histoire. Dans le cas qui nous intéresse, au Québec, ceux-ci ont été définis successivement par les éducateurs cléricaux, puis par des enseignants et des fonctionnaires provinciaux attachés au ministère de l'Éducation. Par conséquent, chaque génération de manuel reflète une interprétation officielle et datée de l'histoire nationale.

3) Pour des motifs pédagogiques, les manuels d'histoire présentent le récit simplifié et épuré qu'une société entend se donner d'elle-même. Analyser le récit des manuels scolaires permet par conséquent de saisir en action le réseau de «mystification et de signification» qui y sont à l'œuvre. Leurs auteurs, leurs critères de légitimité (soumission à un programme officiel), et leurs objectifs (académiques et pédagogiques) sont en général clairement identifiés et définis. Cela nous permet de saisir simultanément le discours, celui qui le profère et selon quels critères. Cette approche a permis par

exemple à l'historienne Suzanne Citron de démontrer que l'histoire enseignée dans les lycées français était une «mémoire collective» définie et imposée par la classe bourgeoise aux citoyens de la nation(3). De fait, l'évolution des manuels québécois depuis l'après-guerre, semble suivre de près l'ascension de l'État québécois et son corollaire, l'ascension sociale de sa classe moyenne, qui ont marqué l'histoire politique du Québec au sein de la Confédération depuis ces dernières décennies.

Les manuels des années 50-60

Jusqu'aux années 60, ces ouvrages font la promotion des valeurs chrétiennes et d'un patriotisme canadien qui surprendra les contemporains d'aujourd'hui. Les manuels de cette époque sont généralement rédigés par des clercs et publiés par des maisons d'éditions appartenant à des communautés religieuses. Approuvés par le Comité catholique du conseil de l'instruction publique, ces ouvrages véhiculent une ferveur religieuse, mystique et missionnaire caractéristique: «Il ne s'agit pas de former des surhommes, mais des Canadiens catholiques, aimant leur patrie et leur foi. Les auteurs, pour aider les maîtres à atteindre ce but, leur présentent un texte propre à éveiller LE SENS DE L'HONNEUR, le SENS NATIONAL et le SENS CHRÉTIEN», expliquent en avant-propos les auteurs du manuel des Frères des Écoles Chrétiennes(4).

Ces manuels répondent aux objectifs de programmes définis entre 1905 et 1956: appuyer l'enseignement religieux, promouvoir le nationalisme, le respect de la langue, de la tradition, des institutions du Canada français, promouvoir un projet de survivance de la race canadienne-française(5). En vertu de ces principes, comment ces manuels abordent-ils la Deuxième guerre mondiale?(6) Dans l'ensemble, le récit de la guerre est épique, événementiel, linéaire. La citation qui suit, extraite du manuel des Frères de l'Instruction Chrétienne reflète le lyrisme et le sens — patriotique — qui anime les auteurs de l'époque:

> Au Canada, on n'oublie pas les combattants qui à tous les moments risquent leur vie. Nos gouvernants ne mettent pas toutes leurs espérances dans la puissance des canons, mais ils recourent au Dieu des armées et proclament des jours d'humbles prières et d'intercession au Dieu Tout-puissant pour la cause dont le Royaume-Uni, le Canada et autres Dominions du Commonwealth des nations britanniques, ainsi que leurs alliées et associés, se sont faits les champions, et pour tous ceux qui offrent leur vie pour notre cause et pour l'établissement d'une

> paix prochaine et durable reposant sur la justice et la bonne entente. À ces occasions, dans toutes les églises, on prie pour la cessation des hostilités(7).

Laviolette célèbre pour sa part l'action des régiments canadiens-français en ces termes: «Au prix de combats épiques, dignes de ceux du 22e régiment pendant la guerre de 1914, ils traversent lentement l'Italie, la France, la Belgique et terminent la guerre en Hollande, où leurs «jeeps» se remplissent de tulipes et de lilas en signe d'allégresse(8).»

En 1956, paraît le manuel des Abbés Herman Plante et Louis Martel, *Mon Pays*. Changement de discours. Le récit de la guerre est cette fois-ci sans tambours ni trompettes, nettement moins triomphaliste. Le discours est anti-impérialiste. «La participation du Canada à ce conflit était un corollaire de la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne. Dès le 10 septembre 1939, notre pays se rangeait «librement» aux côtés de l'Angleterre(9).» Les guillemets donnent le sens du chapitre.

L'angle militaire est amer. Le Canada a été utilisé dans ce conflit au-delà de ses capacités. Le Canada appartient certes aux Canadiens français mais il a été conquis deux fois: «Si la guerre de 1756-1760 a fait tomber le Canada sous la dépendance anglaise, la guerre de 1939-1945 l'a dangereusement asservi à la tutelle américaine(10).» Le point de vue de cet ouvrage sur la Deuxième guerre mondiale est significatif. Préfacé par Lionel Groulx, il en exprime clairement les vues nationalistes canadiennes-françaises et, en ce qui concerne la participation des Canadiens français à la guerre, il fonde une tradition qui se transmettra dans les manuels des générations subséquentes.

Dans la même famille idéologique que Plante et Martel, on retrouve le manuel d'Albert Tessier(11). L'intitulé des sections consacrées à la guerre est évocateur: «l'Angleterre martyrisée», «mobilisation forcée», «Plébiscite», «la guerre abominable»(12). L'auteur reconnaît le courage extraordinaire des Britanniques face à l'attaque «de milliers d'avions boches»(13). Cela ne l'empêche pas de dénoncer la «propagande impérialiste et militariste» qui fait oublier aux chefs libéraux leurs promesses solennelles «de ne jamais dépasser, dans l'effort militaire, une participation volontaire et modérée»(14). Avec le plébiscite la trahison est consommée: «King avait les mains libres. Sans se soucier de la volonté nettement déclarée de la province qui l'avait porté au pouvoir, il biffa l'article qui restreignait la mobilisation au service dans le pays(15).» L'auteur résume la campagne d'Europe en quelques lignes. Tout au

plus apprend-on qu'une division canadienne participe à l'invasion de la Sicile et de l'Italie(16). Comme nous le verrons plus loin, cette tradition antimilitariste s'est perpétuée dans les manuels des années 80. Et dans le discours de nos contemporains en général.

Quoique vieillots, ces ouvrages ont été utilisés jusque tard dans les années 60(17). Certains sont même réédités en 1967 et 1968 et approuvés par le tout jeune ministère de l'Éducation. En 1968 toutefois apparaissent des manuels d'histoire plus appropriés aux objectifs du programme de 1967: comme *Histoire 1534-1968*, devenu par la suite *Synthèse historique Canada-Québec* que dirigent D. Vaugeois et J. Lacoursière. Pendant les années 70, cet ouvrage publié en 1969 et réédité à plusieurs reprises restera roi jusqu'aux années 80. Il reflète le vent de modernité qui souffle sur le Québec depuis plusieurs années. Le ton et le fond du manuel, plus «professionnels» que les précédents, respectent l'esprit du nouveau programme: officiellement l'histoire devient un outil de formation laïc de citoyens «autonomes, tolérants et conscients de leurs responsabilités devant leur collectivité.» La dimension militaire de la Deuxième guerre mondiale est très honorablement traitée. Les opérations canadiennes au front occupent six pages, soit la moitié du chapitre. C'est aussi la première fois que la crise de la conscription est abordée en détails dans un manuel scolaire(18).

Toutefois la qualité du Vaugeois-Lacoursière ne doit pas faire illusion. Sur le plan politique, les années 60 et 70 représentent une période de ruptures et de profondes remises en questions dans la société québécoise. Au sein du Canada, le Québec se constitue en État dans l'État et amorce sa Révolution tranquille. Une nouvelle identité québécoise se définit. Le mouvement souverainiste moderne s'amorce: le R. I. N. prône la décolonisation du Québec. L'Histoire avec un grand H — enrichie des nouveaux champs et développements de la recherche — se terre dans les universités et ne parvient pas à rejoindre les écoles. Comment pourrait-il en être autrement? Les valeurs basculent et la génération du baby-boom entièrement tournée vers l'avenir songe plus à dénoncer la «grande noirceur», «tuer le père», faire table rase de modes de vies et de valeurs jugées trop «bourgeois», trop «traditionnels», qu'à en commémorer les «exploits» militaires ou autres.

Bien sûr, les nouveaux discours politiques font descendre l'histoire dans la rue. Mais souvent d'une façon caricaturale, comme en témoigne le *Petit manuel d'Histoire du Québec* de Léandre Bergeron. Tiré à au moins 125 000 exemplaires en 1979, ce succès populaire illustre à gros traits le paysage mental de la période. L'histoire du Québec y est lu à travers une grille

marxisante et dogmatique de la décolonisation. Au chapitre de la Deuxième guerre mondiale, le traitement de l'épisode de Dieppe donne une idée de la mémoire populaire que tente de redéfinir l'intelligentsia montante pendant les années 70.

> [En disant Non au plébiscite de 1942] Les Québécois refusaient de se faire mettre l'uniforme sur le dos pour se faire expédier outre-mer comme chair à canon anglaise.
>
> Ce sentiment fut confirmé le 18 août par le désastre de Dieppe. L'État-major britannique veut voir si les Allemands défendent bien les côtes françaises. Pour vérifier une évidence, il lance 6 100 soldats, dont les 4/5 sont des Canadiens, dans 253 bateaux vers les côtes françaises. Les pauvres gars tombent sur un convoi allemand à trois milles des côtes et le massacre commence. Quand ils réussissent à débarquer sur la côte française près de Dieppe, les mitrailleuses allemandes les descendent comme des lapins. Après deux heures (sic) de cette boucherie, l'état-major comprend que les Allemands défendent bien les côtes. On donne l'ordre d'évacuer les lieux. Sur 4 963 Canadiens, 2 752 (?) meurent sous les balles allemandes. Les 2 211 qui restent, dont 617 sont blessés, réussissent à rentrer en Angleterre. Les colonisés servent toujours de chair à canon pour le colonisateur(19).

Une nouvelle petite-bourgeoisie franco-québécoise émerge de ce terreau socio-culturel des années 60-70 en même temps qu'un parti indépendantiste canalisant ses aspirations, le Parti Québécois, porté au pouvoir en 1976. En plus de se nourrir de la rupture avec le passé, le mouvement souverainiste propose une rupture constitutionnelle avec le reste du Canada, qui consacrerait l'adéquation entre territorialité et le nouveau nationalisme québécois.

À ces bouleversements profonds correspond, pendant vingt ans, une totale confusion dans l'enseignement de l'histoire nationale au Québec. Pendant les années 70, le Vaugeois-Lacoursière fait certes figure de manuel unique d'histoire nationale au Québec. Mais il n'est pas obligatoire. L'époque est au pluralisme pédagogique, parfois au détriment du contenu académique. On prône l'enseignement avec plusieurs manuels, puis sans manuel, avec polycopies de documents et cours à la carte, cahiers pédagogiques maison, etc. Ce fouillis pouvait-il durer? L'arrivée au pouvoir du Parti Québécois sonne la fin de la récréation.

Les manuels des années 80

En 1979, le ministère de l'Éducation entreprend une nouvelle réforme des programmes et impose le retour du manuel obligatoire, soumis à de strictes règles de contenu(20). Puis, en 1981, un nouveau programme d'histoire nationale voit le jour(21). Le programme en question résulte de plusieurs années de travail ayant impliqué une foule d'intervenants: mémoires de divers comités d'historiens, débats, consultations, se succèdent en nombre.

Le produit de ce grand *brain storming* est à l'image du Québec moderne, parfaitement technocratique et... replié sur soi. On ne parle plus de chapitres, mais de modules. Chaque module est subdivisé en unités. Une unité est consacrée à la période 39-45. Son orientation est la suivante: «Répercussions de la Seconde guerre mondiale sur le Québec.» Cette unité s'articule en trois sous-unités: participation à l'effort de guerre du Québec, réaction des Québécois à la conscription, politiques du gouvernement québécois pendant la guerre. Ces sous-unités sont subdivisées en un autre palier de neuf sous-sous-unités. L'aspect strictement militaire de la guerre est traité dans deux de ces neuf sous-unités: participation militaire (dans «Participation du Québec à l'effort de guerre»), recrutement militaire (dans «Réaction des Québécois à la conscription»)(22).

Ce découpage n'est pas innocent. Il réduit d'emblée l'espace dévolu à la dimension diplomatique et militaire de la guerre, ses enjeux profonds. C'est d'ailleurs l'objectif avoué des responsables du programme:

> Le déroulement de la Seconde guerre mondiale n'est pas abordée directement à l'intérieur de cet objectif terminal. L'élève devrait surtout s'intéresser aux conséquences de cet événement international sur la société québécoise et en particulier à l'effort de guerre des Québécois et à leurs réactions face à la conscription. Facultativement, il pourrait analyser les politiques de cette époque en fonction du contexte de la guerre(23).

Ce repli mental à l'intérieur des frontières du Québec aurait-il un rapport avec le contexte pré-référendaire et référendaire de 1976-1980 dans lequel s'inscrit l'élaboration du nouveau programme d'enseignement de l'histoire mis en place en 1981? Ce dernier apparaît en tout cas symptomatique d'un certaine mise à l'écart des questions internationales(24). Si, par rapport aux années précédentes, la culture historique fait de timides progrès à l'école,

l'étude du Deuxième conflit mondial se concentre essentiellement sur les répercussions de la guerre au Québec et s'intéresse très peu aux enjeux internationaux du conflit.

Témoin de ce repli, le programme prévoit que la réaction des Québécois à la conscription occupera plus du tiers de l'unité d'enseignement consacrée à la période 39-45. C'est l'événement central de la période. Les manuels qui s'inspireront par la suite de ce programme, respecteront très fidèlement sa structure. Certes les directives du MEQ seront interprétées avec des sensibilités et des bonheurs différents selon les auteurs. Le peu d'espace imparti dans cet article m'empêche de détailler le contenu de ces ouvrages. Aussi je ne retiendrai que deux exemples pour illustrer les grandes tendances. Deux extrêmes: *Mon histoire*, de François Charbonneau, Jacques Marchand, Jean-Pierre Sansregret (1987); et *Notre Histoire*, de Danielle McKinnon et Pierre Lalongé (1984). Ces manuels illustrent une polarisation observable en ce qui a trait à l'intégration de l'histoire militaire dans le récit: d'un côté ceux qui marginalisent ou déforme de différentes façons l'aspect militaire de la guerre (*Mon Histoire*), et de l'autre ceux qui tentent d'intégrer cet héritage dans les limites imparties au chapitre (*Notre histoire*).

Qu'en est-il de *Mon histoire*? Remarquablement documenté et fouillé, le chapitre sur le Québec pendant la guerre apparaît cependant exagérément noirci, presque caricatural. Si les femmes québécoises sont «utilisées»(25) dans l'effort de guerre, les hommes québécois, eux, sont discriminés dans l'armée canadienne. La section sur la conscription est inaugurée en ces termes:

> Tu as peut-être entendu dire que des hommes s'étaient mariés rapidement, s'étaient rendus malades ou même s'étaient mutilés pour éviter la fameuse conscription. On t'a peut-être même raconté, en exagérant, que chaque famille cachait un déserteur. Ces faits ont bien sûr existé, mais comme tous les gestes spectaculaires, ce sont ceux-là qui ont été conservés par la mémoire populaire(26).

Malheureusement on ne démystifie ces éléments nulle part, on ne cherche pas à les mettre en perspective, ce qui nous laisse sur l'impression que ces ouï-dire sont le reflet exact de la réalité. Les opérations militaires sont expédiées ainsi:

> Les forces armées canadiennes subissent des défaites comme celles de Hong Kong en 1941 et de Dieppe en 1942. Mais elles ont joué un rôle

> important dans le convoyage des navires dans l'Atlantique-Nord où elles ont coulé plus de 20 sous-marins allemands. Des Canadiens participent aussi à la campagne d'Italie et au débarquement de Normandie de 1944. Ils aident à libérer la France, la Belgique et la Hollande notamment(27).

Le manuel offre une image plutôt terrifiante de l'armée, du pouvoir fédéral, et de la condition féminine de l'époque. Reste un aspect positif de la guerre: elle met fin à la «plaie» du chômage. Elle permet également à Adélard Godbout de passer «des lois très progressistes» entre 1939 et 1944. Mais ce n'est qu'un répit puisque Duplessis revient et «régna sur le Québec jusqu'à sa mort». Pour le reste le Québec semble la proie de forces réactionnaires, d'une armée qui la brime et d'un pouvoir fédéral qui complote contre lui.

Un mot sur le cahier pédagogique qui accompagne le manuel. Dans un exercice de mémorisation portant sur la période, les réponses suggérées à l'enseignant visent à démontrer entre autres que l'armée exerce de la discrimination et brime les droits individuels, que l'armée est sexiste, que les Québécois sont victimes d'un complot fédéral, et que les femmes québécoises sont exploitées et brimées par le patriarcat. À titre d'exemple, voici un «jeu» proposé aux élèves pour retenir les principaux éléments de la Deuxième guerre mondiale:

> Consigne: Voici des phrases qui mettent en relief des lignes de force de ce chapitre sur la Deuxième guerre mondiale. Inscris les mots qui manquent en choisissant parmi ceux du bas.

Le résultat corrigé donne ceci (le mot qu'il fallait trouver est entre parenthèses):

- Dans l'armée, on confiait à la femme des tâches (traditionnelles).
- Le service militaire (obligatoire) au Canada est établi.
- La femme travaille à des salaires plus bas que ceux des (hommes).
- Les Québécois s'opposent à la (conscription).
- Dans l'armée, si la femme devient enceinte, elle est (congédiée).
- MacKenzie King a annoncé la tenue d'un (plébiscite).
- Le gouvernement mit en circulation des (emprunts) de la victoire.
- Le (rationnement) est imposé. On émet des carnets.
- On fit appel au service des femmes dans (l'industrie) de guerre.

- Maurice Duplessis déclencha une élection en 1939 en se prononçant (contre) la conscription.

- Chez les autorités, en période de crise, la (méfiance) s'installe.

- À la (maison), la femme devait «ménager».

- La ligue pour la (défense) du Canada s'opposa à la conscription.

- On ne fait pas de place aux (Canadiens) chez les alliés.

- La (femme) fut «utilisée» pour la propagande.

- L'Église catholique était (divisée) sur la question de la conscription.

- En période de «troubles» le fédéral en profite pour (centraliser).

- En temps de guerre, le pays est inondé de (propagande) de toutes sortes.

- Dans l'armée, on présente même la femme comme source (d'infection).

- Duplessis perdit ses élections à cause de la machine électorale libérale (fédérale).

- La femme se heurta aux forces (traditionalistes) (mâles) [parenthèse dans le texte] du Québec, mais après la guerre, la (société) québécoise ne sera jamais plus la même.

- La guerre eut l'avantage de mettre fin à la «plaie» du (chômage) et le Canada devint le (fournisseur) de l'Angleterre.

- Rien ne doit se perdre: on fait l'invitation à la (récupération).

- L'attitude de l'armée fut (discriminatoire) envers les francophones.

- L'opinion publique finit par exiger un (effort) de guerre plus grand.

- Le Bloc populaire (disparut) après la guerre mais pas Jean Drapeau.

- De 1939 à 1944, Adélard Godbout «passa» des lois très (progressistes) mais (Duplessis) le battit cette fois et régna sur le Québec jusqu'à sa mort(28).

Par son intention simplificatrice, ce genre d'exercice présente l'avantage de mettre à nu la trame mythologique implicite autour de laquelle les auteurs québécois ont tricoté leur version de la Deuxième guerre mondiale dans les manuels d'histoire nationale les plus récents. Ce récit réinterprète la période à partir de présupposés anachroniques, plus inspirés par l'intention d'utiliser le passé pour soutenir des discours du présent que par une quête de vraisemblance historique. Ainsi, quatre présupposés implicites — renvoyant comme par hasard à des thèmes «à la mode» — orientent le questionnaire: l'armée exerce de la discrimination et brime les droits individuels, l'armée est sexiste,

les Québécois sont victimes d'un complot fédéral, les femmes québécoises sont exploitées et brimées par le patriarcat.

D'autres manuels comme *Notre Histoire*, de Danielle McKinnon et Pierre Lalongé s'intéressent plus sérieusement à la conduite de la guerre et aux opérations militaires(29). À l'instar des autres manuels de l'époque cependant, l'exposé des causes de la guerre apparaît minimaliste: «Le 1er septembre 1939, les troupes d'Hitler envahissent la Pologne. L'Angleterre et la France répliquent; la Deuxième guerre mondiale est commencée(30).» Les conséquences de la déclaration de guerre du Canada ne sont pas pour autant éludées: problème de la conscription, tiraillement entre communautés francophones et anglophones, rôle du Canada comme front intérieur. Cependant, en ce qui concerne la participation des Canadiens français au conflit, il s'agit d'un des rares manuels de cette génération à dépasser la vulgate du Québécois victime de la conscription. À l'instar des autres ouvrages consultés, l'accent est mis sur les questions de la conscription et de la participation des Canadiens-français au combat, ces deux thèmes occupant cinq pages de texte sur dix.

On insiste sur la participation militaire des Canadiens français au conflit: «Les Canadiens-français sont présents sur tous les champs de bataille(31).» Les plus favorisés vont dans l'aviation, ceux qui vivent dans les régions côtières préfèrent la marine, «mais la plupart s'enrôlent dans l'armée de terre: infanterie, fusiliers, artilleurs(32).» Les auteurs présentent un tableau complet des «Faits de guerre des Canadiens-français» extrait de l'ouvrage de C. P. Stacey, *Six années de guerre*(33). Un autre tableau indique le pourcentage des francophones dans les régiments anglais(34). Les opérations militaires sont répertoriées dans un troisième tableau(35). Dans les documents hors-texte, on présente le témoignage d'un officier francophone de Lachine, le colonel Gérard Robichaud qui a fait le débarquement de Normandie, dans un régiment anglais. Le document s'intitule: «J'ai connu l'enfer»(36). C'est aussi le seul manuel des années 80 qui offre le témoignage d'un authentique vétéran.

Ce manuel n'est cependant pas représentatif de l'ensemble des manuels en ce qui concerne la participation militaire du Canada. La majorité des ouvrages se situe dans le tradition du manuel de Plante et Martel, se montrant critiques sinon hostiles face à l'engagement armé des Canadiens et plus particulièrement celui des Canadiens français. Ils sont également tributaires d'une historiographie et d'une culture québécoise traditionnellement fermées à la thématique guerrière, ce qui n'est pas le cas au Canada anglais.

Globalement, la Deuxième guerre mondiale a inspiré une littérature historique abondante au Canada anglais. Cette période a fait l'objet d'une approche que l'on peut qualifier de «scientifique», d'un débat historique ouvert, de remises en question. Les historiens franco-québécois quant à eux éludent presque systématiquement les questions militaires. La consultation de la *Bibliographie de la vie militaire au Canada 1867-1995* peut aisément nous en convaincre. Les auteurs francophones apparaissent noyés dans une mer anglophone. Il n'est donc guère surprenant que cette pauvreté historiographique se reflète dans le contenu des manuels québécois.

Au chapitre de la Seconde guerre mondiale, ces derniers se sont certes enrichis d'autres développements de la recherche historique au Québec. Ainsi, se fait sentir l'influence des recherches dans deux courants majeurs de l'historiographie occidentale des vingt dernières années: l'histoire socio-économique et l'histoire des femmes. À partir des années 80, les impacts de la guerre sur la société et l'économie, de même que la condition féminine prennent une place croissante dans les manuels.

Ainsi, le manuel de Jean-François Cardin et al., *Héritage et projets*, est un des premiers à mentionner que «La Seconde guerre mondiale constitue une période déterminante dans l'évolution de la condition féminine au Québec(37).» Comme dans la plupart des manuels de cette génération, cette entrée des femmes dans l'histoire de la Deuxième guerre mondiale se traduit par un traitement symétrique du travail des hommes au front et des femmes en usine de guerre — égalité des sexes oblige(38). Toutefois ce n'est plus nécessairement le cas lorsqu'il s'agit des documents hors-texte destinés à illustrer la période. Par exemple, dans *Héritages et projets*, ce sont exclusivement des femmes qui servent de modèle pour la période: texte de Mme Fulgence Charpentier sur le rôle des femmes pendant la guerre, publié dans *La Revue moderne*(39), portrait hagiographique de Thérèse Casgrain, «féministe et humaniste»(40).

On s'aperçoit par conséquent que l'évolution du contexte politique, alliée à l'élargissement du «questionnaire historique» dans les manuels récents, a comme corollaire le quasi déni d'un pan important de la période: le rôle militaire des Canadiens pendant la Deuxième guerre mondiale, les enjeux diplomatiques et stratégiques du conflit(41). Cette écriture de l'histoire nationale traduit un repli mental et stratégique à l'intérieur des frontières québécoises aux résonances étrangement actuelles: elle met en intrigue des anti-conscriptionnistes (symboles de l'affirmation pacifique face au pouvoir fédéral) et des femmes (fer de lance de la révolution sociale).

Ainsi, l'embrigadement des femmes dans l'effort de guerre signifie le point de départ d'une prise de conscience collective de leur assujettissement à un ordre traditionnel: «La femme se heurta aux forces traditionalistes mâles du Québec, mais après la guerre, la société québécoise ne sera jamais plus la même(42).», écrivent les auteurs de *Mon histoire*. Sur le plan politique, les seuls héros «autorisés» sont les citoyens qui votent NON à la conscription. Anticonscriptionnistes et femmes représentent les forces du progrès, de l'avenir, tandis que les soldats — conscrits ou chômeurs — incarnent les anti-héros, les hommes de peine. Quant à l'armée elle fait figure d'institution étrangère et obsolète, dont on ne retient souvent que le côté sexiste et discriminatoire.

Pour autant, réduire cette vision de la guerre aux caprices d'une mode intellectuelle ou au péché de la rectitude politique serait injustice. En effet, les racines du discours québécois sur la guerre sont profondes. L'attitude d'évitement des auteurs franco-québécois face aux questions militaires correspond à un paradigme profondément ancré dans l'imaginaire des Québécois: depuis le début du XXe siècle en particulier, chaque guerre menée à l'étranger rappelle leur oppression aux «maudits anglais». Ce paradigme, le grand critique de l'impérialisme, Henri Bourassa, l'a défini en ces termes: «L'impérialisme anglais, dans sa forme concrète et pratique, peut se définir en dix mots: la participation active des colonies aux guerres de l'Angleterre.»(43) Pour un Canadiens français d'autrefois comme pour un Québécois d'aujourd'hui, les guerres outre-mer restent nécessairement «coloniales» et sont l'impôt du sang du colonisé, le symbole de son oppression. Dans cette logique discursive, le seul héros possible, c'est le conscrit, enrôlé contré son gré, ou le déserteur. Comme l'a si justement exprimé André Laurendeau dans *La crise de la conscription*: «Notre héros, c'eût été conscrit révolté, le rebelle(44).» Bien sûr, rares sont les manuels où s'expriment ouvertement de tels propos. De nos jours, ils semblent «dépassés». Mais, quoique refoulé, le paradigme du conscrit/déserteur resurgit de façon détournée dans les manuels, rendant parfois laborieux le compte-rendu de la période.

Ainsi, les auteurs des manuels scolaires abordent rarement la question de l'attitude paradoxale des Canadiens français pendant la guerre: Ayant voté NON à la conscription, ceux-ci n'en fournissent pas moins de 170 000 volontaires aux troupes outre-mer dans les trois armes entre 1939 et 1945, dont environ 90 000 du Québec. Plusieurs manuels laissent plus ou moins supposer que ces hommes et ces femmes (surtout ces hommes) se sont engagés sur les champs de bataille sous la contrainte ou de façon marginale.

Confronté à cette question les auteurs expliquent l'engagement militaire des «Québécois» par des contrainte directe ou indirecte: conscription ou chômage. Car il semble impensable que, victimes de discrimination linguistique dans l'armée canadienne, ou ayant voté majoritairement NON à la conscription, des Canadiens français aient pu choisir d'intégrer les forces de leur libre arbitre. Parfois, on adopte carrément une voie d'évitement face à ces questions.

Dans un précédent numéro du *Bulletin d'histoire politique*, j'ai déjà cité le cas exemplaire d'un exercice extrait d'un cahier du maître récemment édité(45). Cet exercice invite les élèves à réfléchir sur les effets de la Seconde guerre mondiale dans la vie quotidienne des «Québécois» (sic)(46). Il met en scène neuf personnages d'une même famille, celle de Jos Robitaille. L'étudiant est invité à imaginer comment chacune de ces personnes a vécu la guerre. Les réponses suggérées aux enseignants sont significatives. Aucun Canadien français n'est allé se battre en Europe. Maman Mathilda Robitaille, 49 ans, a voté «non» lors du plébiscite «car elle ne voulait pas perdre d'enfants à la guerre». Les mâles de la famille ont échappé au casse-pipe parce qu'ils étaient soit handicapé (Jos Robitaille, 53 ans), soit possiblement caché dans le bois (Rosaire Robitaille, 30 ans), soit marié en catastrophe (Yvon Robitaille, 23 ans). Des neuf membres que compte la famille, seuls partiront au front: Marie-Louise Robitaille, infirmière «l'aventurière de la famille», engagée dans les C.W.A.C, qui «rêve de visiter le monde» — probablement une «féministe» avant l'heure — et l'Anglais de service, James Smith, 52 ans qui «s'est porté volontaire et a participé à plusieurs combats en Europe» (sic!). Cette vision édifiante des années de guerre flatte certes l'imaginaire québécois dans le sens du poil; c'est l'expression d'une émotion, d'une sensibilité, mais ce n'est pas de l'histoire. Malheureusement, du point de vue de l'étudiant, ressasser de tels clichés n'est guère instructif.

Toutefois si cette frilosité face à la thématique guerrière puise ses racines dans un long contentieux historique, elle s'inscrit aussi dans un contexte plus vaste qui touche également le reste du Canada(47) et le monde occidental en général. Les Occidentaux sont aujourd'hui persuadés que l'état de paix relative dans laquelle ils vivent depuis une cinquantaine d'années est la normalité. Or, comme l'explique l'historien militaire Gérard Chaliand, autrefois, c'est la guerre qui apparaissait comme un phénomène parfaitement naturel. Il écrit: «La paix c'était une trêve entre deux guerres, alors qu'aujourd'hui notre vision de la guerre en Occident se traduit par un refus de la guerre dans l'opinion publique, par un refus d'assumer des pertes. Cela est nouveau et d'ailleurs ne concerne que l'Occident(48).»

Dans leur traitement de la Deuxième guerre mondiale, les rédacteurs des manuels scolaires reflètent ce pacifisme convenu(49), laissant l'enseignant dépourvu d'outils pour aborder la délicate question des conflits armés sans verser dans un moralisme simplet. Au Québec, cette tendance se complique d'une question nationale non réglée. Les petits drapeaux de Mme Sheila Copps ne peuvent pas grand-chose contre une identité québécoise désormais imperméable aux symboles et aux institutions canadiennes. Or l'armée et les affaires internationales en général relèvent du gouvernement canadien. Cette situation contribue à l'entretien d'une barrière psychologique qui coupe les Québécois du reste du monde. D'où l'impuissance de ces derniers à aborder la question de leur participation militaire à la Deuxième guerre mondiale. En effet, l'armée est aussi le symbole de la souveraineté d'un peuple. Or, au dernier référendum, 60% des Franco-québécois ont exprimé ne plus reconnaître la souveraineté du Canada dans son état actuel. Comment, dans leur récit collectif, ces citoyens pourraient-ils intégrer sereinement leur contribution à une armée restée dans leur esprit un symbole de leur domination, leur participation à une guerre qu'ils estiment ne pas avoir choisie?

Malheureusement, ce contentieux historique et identitaire a pour effet, me semble-t-il, de confisquer aux générations présentes et futures une partie essentielle de leur mémoire. Sur un plan plus éducatif, j'ajouterais qu'une telle frilosité face aux conflits internationaux ne prépare pas les jeunes à s'ouvrir aux questions internationales, ni à affronter et comprendre les conflits étrangers qui chaque jour envahissent leurs écrans de télévision.

Pour conclure sur une note plus générale, je dirais que la guerre, l'histoire militaire en particulier, a ceci de passionnant qu'elle pose à la fois un problème philosophique et historique. Comment, sans se renier, sans céder aux clichés faciles, rendre compte de l'histoire d'hommes et de femmes poussés à poser des gestes «nécessaires mais injustifiables», pour reprendre l'idée d'Albert Camus? C'est cette béance tragique entre le «nécessaire» et «l'injustifiable» que l'histoire des guerres nous convie à explorer. Exercice exigeant qui nous confronte à la fragilité des civilisations, de nos valeurs, à la vacuité de nos certitudes et au côté sombre de notre «humanité». Quand il s'agit de former les esprits de générations montantes, cela reste, de mon point de vue, un exercice nécessaire et justifié.

Manuel consultés (ordre chronologique d'édition)

Laviolette, Guy, *Mon pays*, Histoire du Canada, 8e-9e année, Laprairie, Ottawa, Procure des frères de l'instruction chrétienne, 1954, 454 p.

Les Frères des Écoles Chrétiennes, *Histoire du Canada, manuel de 8e et 4e année*, *Mon pays*, Ottawa, 1954, 310 p.

Abbé Herman Plante, abbé Louis Martel, *Mon Pays, synthèse d'histoire du Canada*, c. 1956, c. 1960, Ottawa, Canada, 1956, 414 p.

Albert Tessier, *Québec-Canada, Histoire du Canada, 1763-1958, tome II*, Éditions du Pélican, Québec, 1958, 1959, (8000 exemplaires).

Les Clercs de Saint-Viateur (Alphonse Grypinich, C. S. V.), *L'histoire de notre pays*, Librairie Saint-Viateur, Montréal, Ottawa 1958, Éditions du renouveau pédagogique Inc, 1967, 398 p.

Denis Vaugeois et Jacques Lacoursière (dir.), *Canada Québec, synthèse historique*, édition corrigée et mise à jour, Éditions du renouveau pédagogique, Montréal, 1978.

Denis Boileau et Georges Duclos, *Cours d'histoire du Québec*, 1977, 308 p.

Michel Allard, Yolande Capistran Phaneuf, Aurore Dupuis, André Francœur, Paul-M. Morissette, Robert Savoie, *Histoire nationale du Québec de sa découverte à aujourd'hui*, Guérin éditeur limitée, Montréal, 1979-1980, 335 p.

André Francœur, Claude Jeannotte, Robert Savoie, *Mon nouveau programme d'études en Histoire du Québec et du Canada*, 4e secondaire, Cahier d'apprentissage et guide méthodologique*, Guérin, Montréal-Toronto, 1984.

Jean-François Cardin, Raymond Bédard, Esther Demers, René Fortin, *Le Québec: héritages et projets*, Les éditions HRW Ltée, Montréal, 1984, 506 p.

Gérard Cachat, André Donneur, *À la recherche de mes racines*, Lidec, Montréal, 1984, 692p.

Danielle McKinnon, Pierre Lalongé, *Notre histoire*, Éditions du renouveau pédagogique Inc., Montréal, 1984.

François Charbonneau, Jacques Marchand, Jean-Pierre Sansregret, *Mon Histoire*, Guérin, Montréal, 1985, 2e éd., 1987, 524 p.

Claude Bouchard, Robert Lagassé, *Nouvelle France, Canada, Québec: l'histoire du Québec et du Canada*, Montréal, Beauchemin, 1986, 386 p.

Louise Charpentier, René Durocher, Christian Laville, Paul-André Linteau, *Nouvelle histoire du Canada et du Québec*, Centre éducatif culturel, Montréal, 1990, p.

Marcel Roy, Dominic Roy, *Je me souviens: histoire du Québec et du Canada*, 4e secondaire, Montréal, R. P., 1995, 534 p.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir l'ouvrage de Marc Ferro, *Comment on raconte l'histoire aux enfants à travers le monde entier*, Paris, Payot, 1981, 1986.

2. Marc Ferro, *ib.*, p. 7.

3. Suzanne Citron, *Enseigner l'histoire aujourd'hui/La mémoire perdue et retrouvée*, les Éditions ouvrières, Paris, 1984, 164 p.

4. Les Frères de l'instruction Chrétienne, *Mon Pays*, p. 4.

5. Simon Roy et Clermont Gauthier, *Évolution des programmes d'histoire de 1861 à nos jours*, Sainte-Foy, Cahiers du LABRAPS, 1992, p. 12.

6. Il faut attendre 1954, avant que des manuels d'histoire réservent un chapitre significatif à la Deuxième guerre mondiale. Il s'agit des manuels de Guy Laviolette, de la Procure des Frères de l'instruction chrétienne, et de celui des Frères des écoles chrétiennes, manuels destinés aux élèves des 8e et 9e année. Guy Laviolette, *Mon pays, Histoire du Canada*, 8e-9e année, Laprairie, Ottawa, Procure des Frères de l'instruction chrétienne, 1954, 454 p.; Les Frères des écoles chrétiennes, *Histoire du Canada*, Manuel de 8e et de 9e année, Mon Pays, Ottawa, 1954, 310 p. Un autre manuel qui leur ressemble beaucoup par l'esprit et le contenu est *L'histoire de notre pays*, des Clercs de Saint-Viateur (Alphonse Grypinich, C. S. V.), qui sera publié en 1958.

7. Frères de l'instruction chrétienne, *ib.*, p. 289.

8. Guy Laviolette, *ib.*, p. 414.

9. Abbé Herman Plante, abbé Louis Martel, *Mon Pays, synthèse d'histoire du Canada*, c. 1956, c. 1960, Ottawa, Canada, 1956. p. 385-386.

10. Plante, *ib.*, p. 389.

11. Albert Tessier, *Québec-Canada, Histoire du Canada, 1763-1958, tome II*, Éditions du Pélican, Québec, 1958, 1959, (8000 exemplaires).

12. Albert Tessier, *Ib.*, p. 268-271.

13. Albert Tessier, *ib.*, p. 270.

14. Albert Tessier, *ib.*, p. 270.

15. Albert Tessier, *ib.*, p. 271.

16. Albert Tessier, *ib.*, p. 272.

17. Christian Laville, «Évolution du manuel d'histoire au secondaire», *Bulletin de Liaison*, *SPHQ*, octobre 1987, p. 21.

18. Denis Vaugeois et Jacques Lacoursière dir., *Canada Québec, synthèse historique*, édition corrigée et mise à jour, Éditions du renouveau pédagogique, Montréal, 1978, p. 521.

19. Léandre Bergeron, *Petit manuel d'histoire du Québec*, Éditions québécoises, VLB éditeur, Montréal, deuxième édition 1979, p. 198.

20. Québec, ministère de l'Éducation, *L'École québécoise, énoncé de politique et plan d'action*, éditeur officiel du Québec, 1979, p. 111.

21. Les orientations sont exposées en détail dans le *Guide Pédagogique, Histoire du Québec et du Canada*, 4e secondaire, formation générale, Gouvernement du Québec, Ministre de l'éducation, 1983. En ce qui concerne les orientations de l'«unité» sur la Deuxième guerre mondiale, voir «Module 7, Le Québec contemporain (1939 à nos jours)», p. 104-110.

22. *Guide pédagogique...*, p. 107.

23. *Guide pédagogique...*, p. 108.

24. Le programme d'enseignement de l'histoire, désormais circonscrit à la seconde (histoire de la civilisation occidentale qui couvre plusieurs siècles) et à la quatrième années du secondaire (histoire nationale Canada-Québec des origines à nos jours), ne permet pas, de toute façon, une étude sérieuse de la matière dans son ensemble.

25. Plusieurs manuels reprennent cette vision caricaturale du statut de la femme pendant la Deuxième guerre mondiale. Ils l'ont probablement puisée dans *L'histoire des Femmes au Québec.*, ouvrage édité une première fois en 1983 par le collectif Clio. Jamais remis en question, cet ouvrage militant, mériterait une sérieuse remise à jour.

26. François Charbonneau *et al.*, *Mon Histoire*, Guérin, Montréal, 1985, 524 p., 2e éd. 1987., p. 418-421.

27. François Charbonneau *et al.*, *ib.*, p. 414.

28. François Charbonneau, Jacques Marchand, Jean-Pierre Sansregrets, *Mon histoire*, cahier didactique corrigé pour le professeur, Montréal, Guérin, p. 141.

29. Danielle McKinnon, Pierre Lalongé, *Notre histoire*, Éditions du renouveau pédagogique Inc., Montréal, 1984, p. 251-261.

30. Danielle McKinnon *et al.*, *Ib.*, p. 251.

31. Danielle McKinnon *et al.*, *Ib.*, p. 255.

32. Danielle McKinnon *et al.*, *Ib.*, p. 255-256.

33. Danielle McKinnon *et al.*, *Ib.*, p. 256.

34. Danielle McKinnon *et al.*, *ib.*, p. 258.

35. Danielle McKinnon *et al.*, *ib.*, p. 256.

36. Danielle McKinnon, *ib.*, p. 256-257.

37. Jean-François Cardin, *ib.*, p. 419.

38. Dans le manuel de Jean-François Cardin, la symétrie entre les thèmes est particulièrement frappante: soldats au front et femmes en usine ont trois paragraphes chacun.

39. Jean-François Cardin *et al.*, *ib.*, p. 421.

40. Jean-François Cardin..., *Ib.*, p. 422.

41. Cela tient aussi, bien sûr à la structure du programme en histoire imposé par le MEQ. Histoire occidentale au secondaire 5 — qui de toute façon couvre une trop large période pour approfondir celle de la Deuxième guerre mondiale — et histoire nationale au secondaire 4, coupée du contexte international.

42. François Charbonneau..., (manuel didactique), *ib.*, p. 141.

43. Henri Bourrassa, *Que devons-nous à l'Angleterre?*, Montréal, 1915, p. 5.

44. André Laurendeau, *La Crise de la conscription*, Le jour, Montréal, p. 157.

45. Béatrice Richard, «Oublier et disparaître», *BHP*, automne 1996, vol 5, no 1, p. 69-70.

46. Exercice du cahier du maître destiné aux enseignants du 4e secondaire, *Histoire du Québec et du Canada* de Raymond Duchêne, publié en 1995.

47. Lire à ce sujet Robert Vogel, «Some reflections on the teaching of Military History in Canada», *Canadian Military History*, vol. 1, no. 1 and 2, autumn 1992, p. 101-104; D. J. Bercuson, phd, MSRC, *Rapport au Premier ministre*, *Rapport au Sous-ministre de la Défense Nationale*, Université de Calgary, 25 mars 1997.

48. Entrevue avec Gérard Chaliand, «La guerre de Sun Tzu à Hiroshima», André Champagne, *Les Grands conflits du XXe siècle*, Septentrion, SRC, Montréal, 1996, p. 37.

49. Je dis bien «convenu», car dans les faits, jusqu'à l'écroulement des pays de l'Est nous profitions de la prospérité d'un complexe militaro-industriel justifié par la Guerre froide!